

Collectif Droits de l'Homme Romeurope Ile-de-France

ASAV (*Association pour l'accueil des voyageurs*) – **ASET 93 et 95** (*Aide à la scolarisation des enfants tsiganes*)

– **ASEFRR** (*Association de Solidarité en Essonne aux familles roumaines et roms*) –

CCFD- Terre solidaire – **ECODROM - FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat Cité** – **Hors la Rue** – **LA CIMADE** (*Comité intermouvements auprès des évacués*) – **La rose des vents**

- **LDH** (*Ligue des Droits de l'Homme*) – **Les enfants du Canal** - **MDM** (*Médecins du Monde*) - **MRAP** (*Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples*) – **PU-AMI - Romeurope Val-de-Marne** – **Secours catholique (Caritas France)**

Et le Collectif Romeurope 92 sud, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie (95), le Collectif Romyvelines (78), le Collectif Romeurope 77, Collectif Romeurope Noisy le Grand (93), Collectif Romeurope du Val Maubuée (77).



Paris, le 28 octobre 2014

L'échec de la politique de résorption des bidonvilles !

Les évacuations de bidonvilles se multiplient depuis plusieurs semaines, en Ile de France et ailleurs. De plus en plus fréquemment, ces évacuations interviennent alors même que les associations et collectifs de soutien mènent, sur ces terrains, des démarches et projets d'insertion avec les familles qui y vivent.

Le succès des démarches d'accès au logement, au travail ou encore à la scolarisation dépend pourtant de la stabilisation des occupants de bidonvilles. Les évacuations répétées de leurs lieux de vie représentent un obstacle quasi-insurmontable à leurs démarches d'insertion et les maintiennent dans des stratégies de simple survie tout en les poussant dans une précarité toujours plus grande.

A Bobigny par exemple, où le bidonville des Coquetiers a été récemment évacué, de nombreux enfants ne retourneront pas à l'école à la rentrée des vacances scolaires. Quelles sont les perspectives d'avenir pour ces enfants et leurs familles ? Ailleurs en Ile de France, **combien d'autres enfants devront payer le prix d'une politique injuste, inefficace et incohérente ?**

Cette politique absurde, qui ne permet ni de réduire le nombre de bidonvilles sur le territoire, ni d'améliorer les conditions de vie des personnes qui sont contraintes d'y vivre, doit cesser immédiatement. Il est temps qu'il y soit mis fin, et qu'un travail constructif avec les acteurs du terrain voie enfin le jour. Seule une telle démarche permettra de résorber les bidonvilles.

Le collectif Romeurope Ile de France dénonce les violations du droit national et international commises par l'État français lors de ces évacuations et attend de lui qu'il respecte ce cadre légal et donne ainsi une chance d'aboutir aux projets d'insertion menés sur le terrain. L'avenir de familles entières en dépend. Le respect du droit et la survie des valeurs républicaines également.

Contact presse : Lisa Taoussi : 06 68 43 15 15